

Une Délégation suisse en Turquie

du dimanche 19 au mercredi 22 juin 2016

- Claudia Friedl, Conseillère nationale PS
- Sibel Arslan, Conseillère nationale, Les Verts
- Claude Béglé, Conseiller national, DC
- Laurence Fehlmann Rielle, Conseillère nationale PS
- Anina Jendreyko, organisatrice du voyage (directrice artistique de la Volksbühne de Bâle)
- Hansueli Scheidegger, Syndicat Unia
- Anne-Lise Hilty, journaliste indépendante
- Mustafa Atici, député Grand Conseil Bâle-Ville, interprète.

Conférence de Presse, à Berne, jeudi 23 juin 2016 :

- **Communiqué de presse en allemand annexé.**
- **Intervention de Laurence Fehlmann Rielle, conseillère nationale +41 79 101 53 98**

Diyarbakir : symbole de la coexistence des peuples

Diyarbakir est la plus grande ville de la région du Kurdistan turc avec une population qui est proche de 2 millions d'habitants : Elle est située sur les bords du Tigre. Cette ville au passé millénaire a toujours été très importante tant du point de vue économique que politique. Elle est aussi considérée depuis longtemps comme la capitale culturelle des différentes régions du Kurdistan, non seulement par les Kurdes de Turquie mais aussi par ceux d'Irak, de Syrie et même d'Iran. En un mot, le cœur du Kurdistan.

La gouvernance de la ville est assurée par la Municipalité Métropolitaine de Diyarbakir dont les maires qui se sont succédés depuis 16 ans sont d'origine kurde et/ou appartiennent à un parti Pro-kurde. Depuis 2014, la Ville est gouvernée par une femme que nous avons d'ailleurs rencontrée lors de notre séjour.

Diyarbakir a une riche histoire : elle était située sur la route de la soie et son passé est aussi marqué par le multiculturalisme, le multi-ethnisme, le plurilinguisme et la pluralité des religions, caractéristiques de la diversité des peuples qui y ont habité, qui se sont côtoyés et qui ont vécu en bonne intelligence. A part les Kurdes, on y trouvait des Arméniens, des Assyriens, des Chaldéens, des Araméens, des Azéris, etc.

Cette diversité a perduré au cours du siècle dernier, malgré la politique assimilatrice qui a été menée par la Turquie dès la création de la République en 1923.

Pour rappel, l'identité des Kurdes a toujours été niée par la Turquie qui désignait d'ailleurs les Kurdes par le qualificatif de « Turcs des montagnes ». Cela signifiait notamment l'interdiction de parler les différentes langues kurdes, interdiction qui s'est assouplie par la suite. Mais on n'enseigne toujours pas le kurde à l'école et d'une manière générale la culture des Kurdes a été, selon les périodes, soit interdite, soit limitée, soit ignorée mais toujours dénigrée.

Pour revenir à la vieille ville de Diyarbakir, le district de Sur pouvait s'enorgueillir de receler des centaines d'édifices historiques, des églises de différents cultes, des mosquées, des hamams, des karavansérails bâtis avec la pierre noire de basalt mais aussi, des ateliers d'artisans, des souks, etc. Sans oublier de mentionner les murailles dont 5,7 km datent d'environ 5'000 ans. Ces différents lieux de culte marquent justement la diversité des cultures et des religions déjà mentionnée.

A la suite des élections de juin 2015 qui ont vu l'arrivée de 80 parlementaires du parti pro-kurde HDP (Parti démocratique des peuples), des opérations de destruction systématique ont été organisées par l'Etat turc non seulement contre des monuments historiques, mais ce qui est très grave, contre les habitants qui se sont retrouvés assiégés pendant plusieurs mois, et ont vu la destruction de leur lieu de vie, ceci de fin novembre 2015 à mars 2016. Certains ne pouvaient pas sortir alors que d'autres habitants se faisaient arrêter ou tuer s'ils tentaient de fuir. Le bilan est très lourd avec des milliers de tués et de blessés, de personnes arrêtées, parfois avec leurs enfants, et environ 22'000 personnes expulsées pour le seul district de Sur.

Mes autres collègues donneront plus de détails sur ces faits dramatiques et leurs conséquences.

En été 2015, ironie du sort, le district de Sur, a été classé au patrimoine mondial de l'UNESCO, soit peu avant le début des combats qui se sont déroulés dans cette partie de la ville.

En participant à ce voyage, nous nous mobilisons pour la sauvegarde de ce patrimoine culturel qui est universel. Mais ce n'est pas seulement la conservation d'anciens monuments qui est en jeu, c'est surtout la culture comme facteur d'identité, comme ciment du vivre ensemble que ces peuples ont démontré durant des centaines d'années.

Cet aspect revêt toute sa signification dans une région secouée par des conflits armés qui touchent des centaines de milliers de civils, notamment en Syrie et en Irak.

Le futur de cette ville est menacé. Cette répression ne trouve pas ses fondements dans la lutte contre les opposants au pouvoir central qualifiés de « terroristes ». Il s'agit de détruire une ville, de la vider de ses habitants et de nier une civilisation plusieurs fois millénaire.

La communauté internationale, en particulier l'Europe, a assisté passivement à ce conflit et devant ce silence, notre délégation a jugé nécessaire d'alerter l'opinion publique afin de faire cesser ce processus destructeur, de sauver ce qui peut l'être et de contribuer, même modestement, à promouvoir le retour au dialogue entre les parties en cause.